



## APPEL D'OFFRE PUBLIQUE NATIONALE POUR LA SÉLECTION DES FOURNISSEURS DES OUTILS ARATOIRES

Action pour le Bien-être Communautaire, « ABCom » en acronyme, est une organisation non gouvernementale de développement et de secours d'urgence enregistrée officiellement en RDC.

Action pour le Bien-être Communautaire intervient dans le respect des principes humanitaires. Elle se consacre à atténuer les souffrances des populations nécessiteuses et implémente des projets de développement en lien avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable en République Démocratique du Congo.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « **Appui d'urgence aux personnes déplacées et aux familles d'accueil dans les provinces du Nord-Kivu et de Maï-Ndombe en RDC** », financé par USAID/BHA, ABCom cherche à identifier des fournisseurs potentiels auprès de qui s'approvisionner en **outils aratoires** suivant les spécificités détaillées dans la section 10, Spécificités techniques.

**N° appel d'offre : APPEL D'OFFRE/ABCOM/RDC/720BHA24GR00262/AGR/2024-03**

### 1. Espace couverte par l'appel d'offre

La participation aux procédures de cet appel d'offre lancé par ABCom est ouverte sur un pied d'égalité à toutes les entreprises œuvrant en République Démocratique du Congo.

### 2. Règles d'origine

Les soumissionnaires doivent déclarer dans leurs soumissions, l'origine des marchandises qui ont fait l'objet de l'appel d'offre.

### 3. Critère d'inéligibilité

Tout soumissionnaire qui tombe sous l'un des cas signalés dans l'attestation d'éligibilité, Voir **Annexe 1**, entraîne son exclusion du processus de l'appel d'offre.

D'où la nécessité pour chaque soumissionnaire de souscrire à cette attestation d'éligibilité ABCom.

### 4. Causes d'exclusion

Les contrats ne seront pas attribués aux soumissionnaires qui, au cours de la procédure d'approvisionnement :

a) Sont sujets à un conflit d'intérêts ;

b) Sont coupables d'avoir fait une fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés par ABCom comme condition de participation à la procédure contractuelle et même ceux n'ayant fourni ces renseignements.

c) sont sujets des sanctions ou collaborent, dans le cas d'espèce, avec des personnes ou entités sanctionnées par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor des États-Unis.

d) Conformément à la norme 22 CFR 228.13, les organisations contrôlées par des gouvernements étrangers (c'est-à-dire les entreprises exploitées en tant que sociétés commerciales ou autres organisations ou entreprises, y compris les organisations à but non lucratif, dans lesquelles des gouvernements étrangers ou leurs agents ou agences détiennent une participation majoritaire) ne sont pas éligibles en tant que fournisseurs de biens ou de services ;

e) Les entreprises dont les produits livrés proviennent des « sources interdites » c-à-d, les pays auxquels l'assistance est interdite par les lois annuelles sur les crédits du Congrès ou d'autres lois, ou ceux qui font l'objet d'autres restrictions de la part du pouvoir exécutif, telles que les sanctions applicables administrées par l'Office of Foreign Assets Control du département du Trésor des États-Unis.

f) Les fournisseurs dont leurs nationalités ne figurent dans un pays inclus dans le Code géographique autorisé, (935). Conformément au 22 CFR 228.12.

## 5. Documents à fournir par les soumissionnaires

Tout soumissionnaire doit présenter les documents suivants :

|    |  |
|----|--|
| 01 | Certificat d'identification nationale  |
| 02 | Certificat d'immatriculation au registre de commerce /RCCM   |
| 03 | La notification du numéro d'impôt  |
| 04 | Relevé d'identité bancaire (RIB) ou Le formulaire des coordonnées bancaires opérationnel signé par la banque(Personne morale), Annexe II |
| 05 | Attestation de situation fiscale (Preuves de déclaration des impôts)   |
| 06 | Déclaration d'éligibilité ABCom signé, voir Annexe I   |
| 07 | La proposition financière (Offre des prix) voir section 10   |
| 08 | Une Facture pro-forma dument complétée, reprenant les informations reprises dans la section 10 .   |
| 09 | Autorisation de fonctionnement du ministère de l'Agriculture   |
| 10 | Les attestations de services rendus dans le domaine similaire (Bons de commandes et/ou attestation de bonne prestation)                  |

## 6. Inspection

Les fournisseurs devront garantir un accès à tous les éléments nécessaires à cet effet (stockage, documents de gestion liés au stockage etc.).

## Emballage et colisage

L'emballage doit être approprié à la nature (taille, poids) des articles et atteindre les normes internationales en la matière. Les frais d'emballage doivent être inclus dans le prix unitaire de chaque article.

## 7. Critères de sélection

La sélection des fournisseurs se fera en 2 étapes :

1° La première phase, consistera en une évaluation administrative, c'est-à-dire la vérification des documents administratifs demandés

2° Seules les candidatures retenues pour cette première phase seront évaluées pour la seconde phase qui consiste en une évaluation financière et technique de l'offre, c'est-à-dire :

- Analyse les prix des différents articles décrits dans la section 10.
- Disponibilité de stock et délai de livraison
- Les conditions de paiement.
- Expérience du fournisseur

## 8. Lieu et date de livraison

Les articles faisant objet de cet appel d'offre seront livrés à Kinshasa, suivant les modalités et calendriers qui seront précisés dans le contrat.

## 9. Le prix

Les prix de chaque unité de bien doivent être indiqués en **Dollars Américain**.

## 10. SPECIFICITES TECHNIQUES ET GRILLE DES PRIX

Pour les différentes descriptions des articles à acheter, veuillez-vous référer aux tableaux ci-dessous :

| Articles | Unité | Spécificités         | Origine | Quantité | Prix Unitaire | Prix Total | Stock disponible |
|----------|-------|----------------------|---------|----------|---------------|------------|------------------|
| Houe     | Pièce | TROMANTINA           |         | 3000     |               |            |                  |
| Arrosoir | Pièce | Plastique de 10lts   |         | 1500     |               |            |                  |
| Râteau   | Pièce | Métallique à 6 dents |         | 1500     |               |            |                  |

- Délai de livraison.....Jours
- Paiement : A la commande  .....% ou après livraison  .....% dans .....jours

Moi, soussigné....., Représentant de l'entreprise : .....

Je déclare que ces prix sont pour les articles répondant aux exigences indiquées du présent appel d'offres et autres conditions mentionnées et incluent les taxes.

Note bene, memento : Les divergences par rapport aux exigences techniques ou toutes autres divergences doivent être explicitement mentionnées.

Nom : .....

Téléphone : .....

Mail : .....

Signature : .....

Cachet : .....

Les documents portant spécificités de l'appel d'offres peuvent être demandés par courriel ou en dur aux adresses suivantes :

- Bureau de liaison ABCOM Kinshasa : sise sur 164 Avenue Nguba, Quartier Jolie Parc, Commune de Ngaliema/Kinshasa, R.D CONGO.
- Bureau terrain Maï-Ndombe : 19, Avenue Du Port, Quartier MPOLI, commune rurale de KWAMOUTH, territoire de KWAMOUTH en Province de Maï-Ndombe.
- Soit par mail en s'adressant à: [logistic@abcom-rdc.org](mailto:logistic@abcom-rdc.org)
- Les offres seront également disponibles sur le site internet de ABCOM : [www.abcom-rdc.org](http://www.abcom-rdc.org)

Toutes les offres doivent être déposées aux adresses susmentionnées, portant le numéro de l'appel d'offre : **APPEL D'OFFRE/ABCOM/RDC/720BHA24GR00262/AGR/2024-03**

L'offre non strictement conforme aux conditions de l'appel d'offres ne sera pas considérée

La date limite de demande des renseignements est le **20 Novembre 2024, à 16h00**, heure de Kinshasa.

La date limite de soumission des candidatures est le **22 Novembre 2024, à 16h00**, heure de Kinshasa.

**Les offres tardives et celles non conformes seront écartées d'office.**

Fait à Goma, le 08 Novembre 2024.

Pour **ABCom ONGD**

La direction.





## DECLARATION D'ELIGIBILITE

Je soussigné

Monsieur/Madame.....,

Fonction occupée au sien de l'entreprise, .....,

atteste par la présente que la société.....,

Respecte les règles énoncées ci- dessous :

Elle n'est pas en état et ne fait l'objet d'aucune procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de cessation d'activité, ou ne se trouve dans aucune situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue dans les législations ou réglementations nationales ;

- Elle respecte les règles standards établies par le DIH sur les droits de l'homme, de la non exploitation de l'homme au travail et du respect des droits sociaux.
- En cas d'obtention du contrat de fourniture se rapportant à la procédure d'achat en question, elle garantit à une éventuelle société d'audit (indiquée par écrit par ABCOM) un droit d'accès approprié aux informations financières et comptables des contractants à des fins de vérification et d'audit.
- Elle n'a aucun conflit d'intérêt avec ABCOM, ni avec l'un de ses employés
- Elle et aussi ses représentants, remplissent leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où ils sont établis ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter
- Elle et ses représentants ne font l'objet d'aucune condamnation antérieurement prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle ;
- Elle et ses représentants n'ont fait l'objet d'aucun jugement antérieur ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale préjudiciable aux intérêts financiers des autres pays ;
- Elle et ses représentants n'ont jamais été déclarés en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles, dans le cadre d'une procédure de passation d'un autre marché.
- Ses représentants ont commis aucune faute professionnelle grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier ;
- Elle et ses représentants ne font pas partie des groupes sanctionnés par l'offre of Forein Control (OFAC) du département du Trésor des Etats Unis et les lois sur le soutien matériel.
- Ne figure pas sur la liste des organisations terroristes étrangères du département d'Etat des Etats unis
- Elle et ses représentants ne présentent pas un risque de violation des sanctions des Etats Unis.

Pour la Société

(Nom, Titre, Signature, Cachet & Date)



## ANNEXE II SIGNALÉTIQUE FINANCIER

**TITULAIRE DU COMPTE BANCAIRE**

NOM

ADRESSE

COMMUNE / VILLE

CODE POSTAL

CONTACT

TELEPHONE

FAX

E-MAIL

**BANQUE**

NOM

ADRESSE

COMMUNE / VILLE

CODE POSTAL

PAYS

NUMERO DE COMPTE

SWIFT CODE

REMARQUE:

Cache de Banque + Signature du Représentant  
(obligatoire)

Date + signature du titulaire du compte (obligatoire)